



**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE LAVERUNE 2016-13**

**Séance du 2 mars 2016 à dix-huit heures trente**

L'an deux mille seize, le deux mars à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

**Présents:**

MM. Caizergues, Billette, Carbonneill, Joly, Laget, Lenoir, Perez, Petit, Weber  
Mme Albigès, Fraisse, Olivier, Pervent, Maury, Vella

**Absents excusés:**

Mme Bérard pouvoir à Mme Pervent, Mme Bertin pouvoir à M. Perez, Mme Castillo pouvoir à Mme Vella, M. Palau pouvoir à M. Caizergues, M. Serra pouvoir à Mme Maury  
Mme Chibani, M. Hervet, Mme Vilaplana

**Secrétaire de séance:** Mme Olivier

**Nombre de membres en exercice:** 23

**Présents:** 15

**Absents:** 8

**Procurations:** 5

**Votants:** 20

**Date de convocation et affichage**

26 février 2016

**Objet:** Montpellier Méditerranée Métropole: dématérialisation des procédures des marchés publics, autorisation de signature de convention

M. le maire expose:

Conformément à l'article 56 du code des marchés publics, pour les achats de fournitures de matériels informatiques et de services informatiques d'un montant supérieur à 90.000 € HT, les candidatures et les offres sont transmises par voie électronique. En outre, pour les marchés d'un montant supérieur à 90.000 € HT, les collectivités territoriales et leurs groupements ne peuvent refuser de recevoir les documents transmis par voie électronique.

La dématérialisation des procédures de passation des marchés publics se déroule conformément à l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de marchés publics et à l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics.

Au regard des contraintes techniques et juridiques inhérentes à la mise en place de ces procédures et afin de garantir à l'ensemble des communes membres un service sécurisé et de qualité pour un coût optimal, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité développer une solution mutualisée de dématérialisation des procédures en partenariat avec ses collectivités membres dans le cadre des articles L 5216-7-1 et L 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le coût annuel de mise à disposition des services de Montpellier Méditerranée Métropole pour la mise en œuvre d'une solution mutualisée de dématérialisation des procédures de marchés publics pour la commune de LAVERUNE s'élève à 40,32 € HT par an, la convention serait signée pour 3 ans.

Il y a lieu d'établir une convention définissant les modalités de mise à disposition de services pour la dématérialisation des procédures des marchés publics.

M. le maire donne lecture de la convention puis la parole aux élus qui le souhaitent.

Après débat et à l'unanimité, les membres du conseil se prononcent favorablement sur l'établissement de cette convention et donne tous pouvoirs à M. le maire pour la signer ainsi que tous les documents y afférent.

Ainsi fait et délibéré  
Lavérune le 2 mars 2016  
Roger CAIZERGUES  
Maire





**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICES  
ENTRE LA COMMUNE DE LAVERUNE  
ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE  
POUR LA DEMATERIALISATION DES PROCEDURES DE  
MARCHES PUBLICS**

**Entre les soussignés :**

**La ville de LAVERUNE,**

représentée par son Maire, M. Roger CAIZERGUES, habilité à l'effet de la présente par délibération n° 2016-13 du Conseil Municipal en date du 02 mars 2016,

d'une part,

et

**Montpellier Méditerranée Métropole,**

représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, habilité à l'effet de la présente par délibération n° 13587 du Conseil de Métropole en date du 27 Janvier 2016,

d'autre part.

**Préambule**

Conformément à l'article 56 du code des marchés publics, pour les achats de fournitures de matériels informatiques et de services informatiques d'un montant supérieur à 90 000 euros HT, les candidatures et les offres sont transmises par voie électronique. En outre, pour les marchés d'un montant supérieur à 90 000 euros HT, les collectivités territoriales et leurs groupements ne peuvent refuser de recevoir les documents transmis par voie électronique.

La dématérialisation des procédures de passation des marchés publics se déroule conformément à l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de marchés publics et à l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics.

Au regard des contraintes techniques et juridiques inhérentes à la mise en place de ces procédures et afin de garantir à l'ensemble des communes membres un service sécurisé et de qualité pour un coût optimal, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité développer une solution mutualisée de dématérialisation des procédures en partenariat avec ses collectivités membres dans le cadre des articles L 5216-7-1 et L 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Article 1<sup>er</sup> : Description de la plateforme de dématérialisation.**

Montpellier Méditerranée Métropole en association avec l'ensemble des communes et CCAS partenaires a développé un portail d'accès aux procédures dématérialisées.

Dans le cadre de ce portail, chaque collectivité est identifiée au sein d'une page d'accueil.

Dans le cadre de la présente convention, la commune de LAVERUNE, à l'instar des autres partenaires, dispose de sa propre charte graphique et de ses propres messages aux entreprises.

Cette solution de type « portail » permet l'accès aux procédures dématérialisées des principaux maîtres d'ouvrages de Montpellier Méditerranée Métropole tout en permettant aux collectivités partenaires de personnaliser l'accès et les modalités d'échanges d'informations sur chacun de leurs sites.

Le portail, ainsi que l'ensemble des solutions dématérialisées qu'il regroupe est mis en œuvre sur la base d'une solution de dématérialisation paramétrée, hébergée et mise à jour par les services de Montpellier Méditerranée Métropole.

Pour la commune de LAVERUNE, la solution de dématérialisation mutualisée concerne tous les marchés dont le montant est supérieur à 10 000 € HT.

## **Article 2 : Prestations assurées par Montpellier Méditerranée Métropole**

Dans le cadre de la présente convention de mise à disposition des services, Montpellier Méditerranée Métropole assure les prestations suivantes :

- Acquisition et maintenance de deux serveurs dédiés à la solution mutualisée de dématérialisation
- Hébergement et sauvegarde des informations du système mutualisé de dématérialisation des marchés publics avec bande passante garantie.
- Maintenance et mise à jour du portail de dématérialisation.
- Paramétrage de la charte graphique, des messages de réponse et mise en place de l'application dans la commune de LAVERUNE.
- Assistance pour la mise en œuvre du système de dématérialisation au sein de la commune de LAVERUNE. Les agents responsables des marchés publics pourront bénéficier de formations proposées par Montpellier Méditerranée Métropole en rapport avec la plateforme de dématérialisation.
- Archivage automatique sur CD ou DVD en fin d'année (31/12). Toutes les offres à l'état « à archiver \* » seront copiées sur CD ou DVD et seront supprimées de la plateforme de dématérialisation. Les CD ou DVD seront transmis à chacune des communes, lesquelles seront responsables de leurs archives.

\* Chaque offre terminée devra faire l'objet de la part du responsable des marchés publics de la commune de LAVERUNE d'un changement de statut, et celui-ci deviendra « A archiver ». Si pour différentes raisons, l'offre à l'état « terminée » n'a pas évolué à l'état « A archiver » six mois après, alors ce statut sera fixé de façon automatique.

## **Article 3 : Durée de la présente convention de mise à disposition**

La présente convention est conclue à compter de sa notification à la commune de LAVERUNE jusqu'au 31 décembre 2018.

## **Article 4 : Coût**

Le coût annuel de mise à disposition des services de Montpellier Méditerranée Métropole pour la mise en œuvre d'une solution mutualisée de dématérialisation des procédures de marchés publics pour la commune de LAVERUNE s'élève à 40,32 € HT par an selon la formule suivante :

population de la Commune x coût de mise en œuvre du logiciel de dématérialisation (\*)

---

population totale des Communes membres

(\*) = 37 512,00 € H.T.

Le montant est fixé forfaitairement quel que soit le nombre de procédures de la commune de LAVERUNE ayant fait l'objet d'une dématérialisation.

Le montant sera versé d'un commun accord entre la Commune, Montpellier Méditerranée Métropole et le receveur de Montpellier Méditerranée Métropole sur la base d'un échéancier de paiement, après émission d'un titre de recettes par Montpellier Méditerranée Métropole correspondant au montant défini à l'article 4, éventuellement révisé.

Ce titre sera émis au plus tard 3 mois après la date anniversaire de la présente convention.

### **Article 5 : Révision du prix**

Le coût de mise à disposition des services de Montpellier Méditerranée Métropole sera révisé à chaque date anniversaire de la convention sur la base de la formule suivante :

$$C' = C (0,15 + 0,85 \text{ Ing/Ing0})$$

C' = coût révisé

C = coût initial

Ing = indice ingénierie à la date anniversaire de la convention

Ing0 = Indice ingénierie au mois de mars 2016.

### **Article 6 : Respect de la loi Informatique et Libertés – Droit de propriété intellectuelle**

En conformité avec les dispositions de la loi n°78.17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le traitement automatisé des données nominatives réalisées à partir de la plateforme mutualisée de dématérialisation des marchés publics fera l'objet de la part des services de Montpellier Méditerranée Métropole d'une déclaration auprès de la Commission Nationale Informatique et Liberté (CNIL). Cette déclaration sera transmise à chacune des communes prestataires.

Les utilisateurs de la plateforme mutualisée de dématérialisation des marchés publics sont tenus de respecter les dispositions de la loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés dont le non-respect est passible de sanctions pénales. Ils doivent notamment s'abstenir, s'agissant des informations nominatives, de toute collecte, de toute utilisation détournée.

### **Article 7 : Limitation de responsabilités**

Montpellier Méditerranée Métropole ne peut être tenue pour responsable d'une mauvaise utilisation de la plateforme de dématérialisation par une commune partenaire, ainsi que de toute interruption temporaire du service, incidents techniques ou en cas de force majeure.

Montpellier Méditerranée Métropole ne peut également être tenue pour responsable des dommages directs, indirects, matériels ou immatériels résultant du dysfonctionnement de la plateforme de dématérialisation.

### **Article 8 : Résiliation de la convention**

La présente convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties à chaque date anniversaire. La demande de résiliation devra être notifiée à l'autre partie au moins 3 mois avant la date anniversaire de la convention. Dans ce cas, la partie à l'initiative de la résiliation devra verser un dédommagement égal à 50 % du coût annuel visé à l'article 4 pour chaque année ayant fait l'objet de la résiliation.

Montpellier Méditerranée Métropole se réserve la possibilité de résilier la présente convention, sans indemnité, en cas de non-paiement du montant visé à l'article 4 après 3 mises en demeure avec accusé de réception restées sans effet.

**Fait à LAVERUNE**

**Le 04 mars 2016**

**Le Maire de la Commune  
de LAVERUNE**

  


**Roger CAIZERGUES**

**Fait à Montpellier**

**Le**

**Le Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole**

**Philippe SAUREL**